SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 30 DÉCEMBRE 1855.

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi qui institue une caisse de crédit foncier.

Voir le N° 259, session 1849-1850, les N° 150 et son errata, 164, 169, 172, 174, 175, 179, 182, 183, 185, 187, 189 et 193, session 1850-1851 de la Chambre des Représentants, le N° 72, session 1850-1851, et le N° 6, session 1853-1854 du Sénat.)

Présents : MM. le baron DELLAFAILLE, Président ; GILLÈS DE S'GRAVENWESEL, LAOUREUX, GRENIER, le chevalier BETHUNE, d'HOOP, et CASSIERS, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le projet de loi sur l'institution d'une caisse de crédit foncier a été présenté à la Chambre des Représentants dans sa séance du 8 mai 1850. Le 13 mars de l'année suivante, dix mois après, le rapport fut déposé par l'honorable M. de Liège. Les discussions commencèrent le 26 du même mois, elles ne se terminèrent que le 1^{er} mai suivant, par l'adoption du projet de loi, à la majorité de 54 voix contre 19 et 6 abstentions.

Peu de jours après, vous avez, Messieurs, renvoyé ce projet à votre Commission des Finances, et notre ancien collègue, M. Cogels, avait bien voulu se charger de faire le rapport. La majorité de la Commission d'alors avait considéré le projet, tel qu'il nous est soumis, comme n'offrant aucun caractère d'urgence et ne s'est pas montrée disposée à en accélérer l'examen. Un seul membre n'avait point partagé cette manière de voir, parce que, d'après lui, quelques amendements à introduire dans le projet de loi fournissaient un moyen d'asseoir le crédit foncier sur des bases solides et de procurer au trésor les ressources importantes réclamées des successions en ligne directe, sans avoir recours à des charges nouvelles pour les contribuables.

Dans la nécessité de remplacer le premier rapporteur, votre Commission m'a honoré de sa confiance et m'autorise à vous dire que deux idées grandes et utiles ont présidé aux tentatives faites pour organiser le crédit foncier en Belgique.

D'abord on a voulu, à l'exemple de plusieurs autres pays, adoucir le sort des emprunteurs agricoles, les plus dépourvus de ressources, en leur donnant l'accès le plus avantageux aux capitaux. Sous ce rapport, nous aimons à croire

qu'il est possible de faire pour l'agriculture, ce que la longue habitude de la lettre de change est parvenue à réaliser en faveur de l'industrie et du commerce, et de ce que les rentes sur les États offrent également en faveur des financiers, c'est-à-dire, la mobilité, la disponibilité immédiate des capitaux donnés en prêts.

Ensuite on a voulu faire plus encore en faveur des prêteurs, on a voulu améliorer la sécurité du gage, en leur donnant un titre qui, tout en portant intérêt, fût non-seulement réalisable tout aussi facilement que la lettre de change et les rentes sur les États, mais qui fût garanti par la propriété.

« L'idée d'étendre, d'améliorer le crédit foncier, dit le rapport remarquable de la section centrale, n'est pas nouvelle, elle date du siècle dernier. Comme tant d'autres, elle est née de la nécessité. »

L'honorable M. De Liege nous trace en même temps l'histoire des résultats heureux obtenus par le crédit foncier, en Allemagne, où les titres transmissibles se substituèrent bientôt aux mauvaises monnaies ou papier sans garantie qui circulaient en diverses parties du pays. Ces monnaies, soit de mauvais aloi métallique ou de papier sans garantie, avaient eu l'effet qui leur est naturel, celui de faire hausser considérablement le prix des denrées de toutes les marchandises et des immeubles.

En Silésie, dit M. J.-B. Josseau, dans son travail remarquable sur les institutions du crédit foncier et agricole dans les divers États de l'Europe, p. 16, la méfiance existait à tel point que le malheureux propriétaire ne trouvait plus à emprunter qu'au taux usuraire de 10 p. c., non-compris les frais de commission qui s'élevèrent à 3 p. c.

Cette situation déplorable provoqua plusieurs modifications au crédit foncier, les unes plus heureuses que les autres. Elles eurent pour résultat que, suivant le même rapport, p. 3 : « Ces nouvelles conditions rendirent la vie à l'institution et permirent d'opérer une réforme importante, celle de la conversion des lettres de gage.

« L'intérêt qui était alors de 4 p. c. fut réduit à 3 1/2 p. c. pour les lettres au-dessous de 100 thalers et à 3 1/3 p. c. pour celles au-dessus de cette somme. »

Il en résultait que les lettres de gage se négociaient alors avec une prime de 6 p. c.

La preuve la plus évidente des progrès du crédit foncier, comme le dit M. Josseau, c'est le tableau du rapport, p. 6, dont il résulte que sur 27 millions d'habitants on a délivré des lettres de gage pour l'énorme chiffre de 540 millions.

Un second tableau du même rapport, p. 7, ne prouve pas moins clairement le succès que les institutions de ce genre ont obtenu dans une partie de l'Europe.

Voici ce tableau :

	SE NÉGOCIAIENT EN			
	1837.	1839.	1841.	1842.
Dans la Marche-Electorale, les 5 1/2 d'intérêt	97	102	105	104
En poméranie, 3 1/2 —	101	102	102	103
Dans la Prusse orientale, 4 —	105	101	101	103
Dans le duché de Posen, 4 —	105	105	104	106
En Silésie, 5 1/2 —	105	105	100	102
Dans la Prusse occidentale, 5 1/2 —	»	100	102	105

Quand aux effets d'une bonne organisation du crédit foncier en Belgique, nous laisserons parler encore un instant le rapport de la section centrale.

« L'industrie manufacturière, le commerce, dit-il, sont amplement pourvus sous le rapport de l'entier développement du crédit : Ils ont leurs banques, leurs comptoirs d'escompte, une législation qui a porté leurs moyens de crédit jusqu'à la limite du possible. La propriété immobilière, au contraire, n'a en Belgique que des instruments bien incomplets de crédit; une dette de huit cent millions l'écrase, et cette dette énorme est un obstacle permanent à bien des améliorations agricoles.

« Que l'on y prenne garde, continue le rapport, l'Allemagne amortira sa dette foncière, au moyen de ses établissements de crédit; l'Allemagne consacra alors annuellement une plus forte somme en améliorations agricoles, et le revenu considérable de ces améliorations augmentera le bien-être du peuple; il ne sera pas sans influence sur l'industrie et le commerce, et il ajoute, que notre position, moins bonne, pourrait alors devenir inquiétante sous plus d'un rapport.

« Le projet de loi a voulu donner à la propriété, base de l'ordre social, un avantage; on a voulu donner au crédit immobilier son entier développement, toute son étendue. »

D'après les données fournies par le département des finances, le chiffre de la dette existante en 1848, en vertu de toutes inscriptions autres que les inscriptions faites d'office et non encore renouvelées s'élevait à 798,103,870 fr. 54 c.

D'après les mêmes données, ce chiffre se répartit de la manière suivante, entre les emprunts faits par le commerce et l'industrie manufacturière et les emprunts faits pour améliorations foncières :

148,078 créances, de l'impôt de	fr. 357,952,771 45
sont affectées sur les propriétés bâties et	
143,433 créances, s'élevant à	fr. 440,151,098 89
reposent sur propriétés non bâties. Total.	fr. 798,103,870 34

C'est-à-dire que le chiffre total des emprunts hypothécaires est pour 7/16, à peu près, à charge de la propriété bâtie, et pour 9/16 seulement à charge de de la propriété non bâtie.

Voici ce qui résulte des calculs établis sur la moyenne des rapports entre le revenu cadastral et celui établi d'après la valeur vénale, qui, d'après l'exposé des motifs, a parcouru l'échelle de 30 à 40 pour les propriétés bâties, et celle de 40 à 80 pour les propriétés non bâties. En prenant la moyenne de ces chiffres, l'on obtient pour les premières dont le revenu est de 47,396,493 fr., une valeur de fr. 1,638,877,255 »

Pour les autres, dont le revenu s'élève à	
110,820,556.21, une valeur de.	fr. 6,649,232,172 60
Total.	fr. 8,308,109,427 60

Des tableaux fournis par le gouvernement prouvent que les propriétés bâties seraient grevées d'un peu moins du 5^e de leur valeur, les propriétés non bâties du 15^e et toute la propriété foncière du 10 à 11^e de sa valeur. Ils prouvent en même temps que si le commerce et l'industrie ont pu faire usage du crédit foncier, tel qu'il est établi, le taux trop élevé de l'argent n'a permis à l'agriculture, aux améliorations territoriales de profiter de ce crédit, que dans une proportion bien minime.

Deux autres tableaux de l'exposé des motifs rendent non moins évidente l'utilité de la révision de notre système de crédit foncier pour les petits propriétaires. Le premier de ces tableaux nous apprend que sur 758,512 propriétaires, il y en a 416,828 qui ne possèdent qu'un revenu de 10 fr. et au-dessous, et 147,071, dont le revenu est de 10 à 25 fr.

L'autre tableau nous indique, avec le nombre des propriétaires, le revenu cadastral des propriétés bâties et des propriétés non bâties, et il en résulte que 668,914 propriétaires, qui, dans la limite d'un revenu cadastral de 400 fr. et au-dessous, possèdent un tiers du revenu total, forment apparemment la presque totalité de ceux qui cultivent leurs biens propres avec ou sans biens appartenant à d'autres. Ce sont notamment la plupart des chefs de petites exploitations, si nombreuses dans nos provinces, lesquels n'ont certes, jusqu'à présent, pu songer à emprunter des capitaux pour les employer productivement aux travaux agricoles.

Cela nous donne la certitude que le système actuel fait aux petits emprunts hypothécaires des conditions proportionnellement plus onéreuses qu'aux grands. Ces conditions, qui rendent les petits emprunts complètement ruineux, subsisteront, mais proportionnellement amoindries, malgré les améliorations apportées à notre législation hypothécaire.

Mue par ces considérations, votre Commission n'a pu s'empêcher de se rallier à la pensée de la Section centrale, que si la Belgique avec sa population croissante restait stationnaire, sous le rapport de l'amélioration du crédit agricole surtout, sa position pourrait devenir inquiétante à côté de l'Allemagne. Nous y ajouterons, à côté de la Hollande, dont l'abondance des capitaux à bon marché dévoile de plus en plus à nos yeux et dans plus d'une circonstance une incontestable supériorité. Et pourquoi, Messieurs, n'y ajouterions-nous pas l'Angleterre comme nation supérieure en fait de capitaux à bon compte ou comme jouissant du crédit le plus avantageux possible, elle qui ne tardera plus longtemps avant de réduire l'intérêt de ses consolidés de 3 p. c. à l'insignifiant taux d'intérêt de 2 1/2 p. c.

Oui, Messieurs, la position de la Belgique deviendra de plus en plus inquiétante à côté des nations concurrentes qui se procurent l'argent, qui élèvent leur crédit public au point de diminuer le taux de l'intérêt à 2 1/2 p. c. par an, à la même époque où le nôtre peut se calculer encore au chiffre élevé de 4 p. c., nonobstant les améliorations à introduire au régime hypothécaire et d'expropriation forcée.

Mais comment atteindre le but si désirable que nous tous avons constamment en vue, celui d'augmenter le chiffre des capitaux en Belgique, au point de les rendre accessibles au propriétaire foncier et industriel, au même degré de facilité qu'ils le sont chez nos voisins, c'est-à-dire de rendre des capitaux accessibles aux agriculteurs, aux industriels ou aux commerçants jaloux des progrès de leurs concurrents étrangers, au même taux d'intérêt où ils sont réduits ailleurs. C'est là, Messieurs, le point sur lequel votre Commission ne partage plus la même manière de voir. Six contre un de ses membres se prononcent contre l'intervention de l'État dans le sens du projet de loi et préféreraient que l'administration des sociétés du crédit foncier fut confiée à plusieurs sociétés particulières à l'instar du système admis en France par la loi du 28 février dernier ou de toute autre manière.

Un membre de votre Commission, peu favorable à l'intervention de l'État en bien des circonstances, fait remarquer qu'en fait de question de finances de la nature dont il s'agit, cette intervention peut être très-utile et qu'elle peut l'être surtout dans une branche des finances qui peut embrasser un chiffre de circulation de plusieurs centaines de millions, soit en obligations payables par endossement, soit payables au porteur, comme l'autorisent les art. 13 et suivant de la loi française, en même temps que l'exposé des motifs du projet de loi qui nous est soumis.

Les arguments que ce membre de votre Commission fait valoir à l'appui de l'intervention de l'État, et qui plus est de la garantie par l'État des opérations du crédit foncier, ainsi qu'à l'appui d'une suite d'amendements qui en sont la conséquence, nous vous les soumettrons un peu plus loin, précédés de la critique qu'il croit devoir faire du projet primitif en même temps que du projet amendé par M. le Ministre des Finances.

Nous venons de dire, Messieurs, que la presque unanimité des membres de votre Commission se prononce contre l'intervention de l'État dans le sens du projet de loi, et préféreraient que l'administration du crédit foncier fut confiée à une ou plusieurs sociétés particulières à l'instar du système admis en France.

En conséquence de cette disposition, le projet de loi avait été amendé de la manière suivante :

Art. 1^{er}. Des sociétés de crédit foncier ayant pour objet de fournir aux propriétaires d'immeubles qui voudront emprunter sur hypothèque la possibilité de se libérer au moyen d'annuités à long terme, peuvent être autorisées par arrêté royal.

Art. 2. L'autorisation est accordée, soit à des sociétés d'emprunteurs, soit à des sociétés de prêteurs.

Art. 3. La gestion des sociétés foncières leur appartiendra exclusivement.

Art. 4. Les sociétés du crédit foncier ont le droit d'émettre des obligations ou lettre de gages.

Art. 5 du projet. Maintenu.

Art. 6. Supprimé.

Les art. 7, 8 et 9 maintenus.

Art. 10. Également maintenu, sauf la suppression du dernier paragraphe.

Les art. 9, 10, 11 et 12 sont maintenus.

Art. 13 remplacer le mot *caisse* par celui de : *La société*.

L'art. 14 est supprimé.

Les art. 15, 16, 17, 18, 19, 20 et 21 sont maintenus.

L'art. 22 de l'ancien projet est supprimé.

Les art. 23 et 24 sont maintenus.

L'art. 25 supprimé.

Art. 26, 27, 28, 29, 30 et 31 sont maintenus.

A l'art. 32 on ajoutera après les mots : *ce conseil est nommé par le Roi*, ceux-ci : *sur une liste double de candidats présentés par les actionnaires*.

Les art. 33 et 34 supprimés.

L'art. 35 maintenu.

L'art. 36 de l'ancien projet est supprimé et l'art. 37 sera rédigé de la manière

suivante : *la caisse est surveillée par six commissaires nommés par les actionnaires.*

L'art. 38. Le dernier paragraphe sera rédigé de la manière que voici : *le rapport sera adressé à l'assemblée et communiqué au Gouvernement.*

Les art. 39, 40, 41, 42 et 43 du projet sont maintenus.

Voici, Messieurs, les arguments du membre de votre Commission, qui se prononce en faveur du maintien du principe du projet de loi, principalement quant à la nécessité de l'intervention du Département des Finances, et qui plus est de la garantie par l'Etat des opérations du crédit foncier.

Il fait remarquer d'abord qu'il ne faudrait pas ou qu'il faudrait très-peu d'augmentation dans le personnel de ce Département. Système qui laisserait intacte la question de centralisation.

« L'idée prédominante, dit-il, en faveur de ce système, c'est celle que sans la garantie la plus complète aux yeux du prêteur en même temps qu'à ceux de l'emprunteur, les mots : crédit ou confiance sont des expressions vides de sens.

« Sous ce point de vue fondamental, il fait remarquer d'abord que quant à la partie réglementaire et quant à l'initiative, le projet du Gouvernement a rendu des services incontestables à l'introduction du crédit foncier en Belgique ; mais il regrette que sous le rapport des garanties de remboursement de la sécurité du gage et de la facilité du transfert, il ne puisse pas adresser à ce projet le même éloge. Il lui semble, au contraire, que sur plusieurs points le projet de loi, ainsi que la modification qu'il vient de subir de la part du Gouvernement lui-même, ne présentent que doute et incertitude, absolument l'opposé de ce qui est indispensable pour convoquer au rendez-vous de l'offre et de la demande des capitaux. Il y a doute d'abord sur l'être responsable. Ce vice radical du projet le frappe inévitablement de la plus complète stérilité ; car où est le capitaliste prudent qui confiera la gestion de ses fonds à une administration déclarée irresponsable et ce qui est plus insaisissable d'ailleurs il ne nomme, ne révoque, ne dirige ni ne contrôle en aucune manière ? Cette absence de responsabilité justement et énergiquement critiquée dans une autre enceinte ne saurait manquer de l'être par le Sénat. Il y a plus, messieurs, l'art. 6 établit à l'égard du prêteur une responsabilité indéterminée quant aux pertes éventuelles qui s'élèveraient au-dessus de la limite de la garantie imposée à l'emprunteur.

Voilà donc plus d'un motif d'éloignement de la part du prêteur. Nous allons, voir si les dispositions qui déterminent la position de l'emprunteur lui offrent plus d'attraits.

L'art. 4 oblige à payer une annuité de 4 1/4 ou 4 1/2 (premier doute quoique de 1/4 p. c. seulement) et 1 p. c. d'amortissement consacré la première année à la formation du fonds de réserve. Or, voilà une première perte de 1 p. c. et un doute de 1/4 p. c. Art. 5. Disons. 1 p. c.

En second lieu il doit payer les 42 annuités, tandis qu'il n'en faudrait que 40 1/2 pour reconstituer le capital. Le rapport de la section centrale (page 14) avoue que 41 annuités sont plus que suffisantes et elle n'a calculé que sur l'application semestrielle des fonds. C'est donc 1 1/2 annuité perdue, soit au taux minimum de 5 1/4 par annuité 7 7/8 p. c., disons ici pour deuxième perte seulement 4 p. c.

Ici on nous objectera peut-être qu'il y aurait à déduire de ces 7 7/8 40 années d'intérêt, mais le plus grand nombre des capitalistes, méfiant de leur nature, interprétera la loi dans ce sens, que celui qui aura payé 1 1/2 annuité et qui devra encore en payer 40 1/2 n'aura pas plus commencé à amortir le capital, que celui qui n'aura rien payé et qui au moyen de l'application ordinaire de fonds n'aura comme nous venons de le démontrer que 40 1/2 annuités en tout à fournir. Il est évident que quant au nombre des annuités à payer, ces deux emprunteurs, l'un après avoir payé, se trouvent exactement sur la même ligne, puisqu'ils ont l'un et l'autre 40 1/2 annuités à verser.

En troisième lieu, aussitôt que l'administration reconnaîtra qu'il y a à subir des pertes, que les fonds de réserve ne saurait couvrir, l'emprunteur sera tenu, d'après l'art. 6 du projet, de payer 3 annuités supplémentaires.

Ce nouveau sacrifice pourra être exigible dès les premières années de l'institution de la caisse foncière, par plusieurs raisons qui s'expliquent plus loin.

« On peut donc porter en compte sous le titre de pertes à craindre, que l'emprunteur inquiet considérera comme pouvant être dus prochainement, en totalité 15 3/4 p. c., que nous ne ferons cependant figurer ici qu'à

10 p. c.

« Enfin l'emprunteur devra supporter la perte résultant du placement ou de la négociation des titres reçus en paiement, pertes d'autant plus à craindre que le remboursement pourrait, par suite de la possibilité de réductions si considérables, devenir l'exception et l'expropriation de la règle. Comment d'ailleurs espérerait-on de placer les obligations en lettres de gage à plus de 85 p. c., alors que celui qui l'achète se trouve frappé d'une responsabilité solidaire de pertes indéterminées, comme l'indique l'art. 6 du projet. Or, c'est rester au dessous des probabilités en n'évaluant cette perte qu'à

15 p. c.

Total. 30 p. c.

« Voilà, messieurs, en total 30 p. c., non compris la défaveur de l'art. 8 en cas de remboursement par anticipation que l'emprunteur est menacé d'avoir à déduire du capital emprunté, c'est-à-dire qu'au lieu d'avoir à payer 4 1/4 ou 4 1/2 p. c. et un pour cent d'amortissement, il pourrait bien avoir à payer 6, 7 et 8 p. c. Les amendements présentés récemment ne dérogeant pas essentiellement sur ces points au projet primitif, il en résulte que le sort de l'emprunteur ne s'en trouve nullement adouci.

Voyons, dit ce membre de votre Commission, s'il n'est pas possible de substituer aux idées antifinancières du projet de loi des idées pratiques, de nature surtout à écarter la moindre inquiétude à l'égard de l'un comme de l'autre des invités au rendez-vous de l'offre et de la demande des capitaux. D'accord avec les plus chauds défenseurs du système du Gouvernement, dit-il, en même temps qu'avec l'exposé des motifs, que, puisqu'il faut à l'institution du crédit foncier, comme condition *sine quâ non* d'existence, la sécurité du gage, la certitude du remboursement, afin de parvenir à la facilité du transfert du titre hypothécaire, il pense que, sans la gestion par le Département des Finances, on n'atteindra pas le but si désiré par tous, les

moyens pour la propriété foncière de se constituer un capital mobile en partie, sans pour cela être moins stable entre les mains du possesseur ; car, ainsi que l'a dit avec raison l'honorable M. Frère-Orban, ce n'est qu'une partie du titre hypothécaire et non pas une partie de la propriété qui se mobilise.

Ce même membre fait observer que ce que le projet de loi a de son côté perdu de vue, c'est d'abord, que le transport devient difficile, sinon impossible, là où le moindre doute sur la promptitude de remboursement peut être mis en question ; ensuite, que la sécurité du gage n'existe plus là où les charges de la dette dépassent de si loin le chiffre des produits ou revenus de l'immeuble donné en gage. Or, Messieurs, ce qu'il faut au point de vue de ce membre de votre Commission pour que les lettres de gage se négocient à l'intérêt le plus minime possible, c'est non-seulement la gestion par l'État, mais la responsabilité avouée de cette gestion. Suivant lui, c'est là le seul moyen d'établir le dépôt ouvert pour les titres d'emprunts sur la propriété foncière dont parle l'exposé des motifs, lorsqu'il dit : « La caisse dépositaire « de ces titres délivrera des certificats à des tiers porteurs qui seront par là « même dispensés de surveiller leur hypothèque et d'exercer éventuellement « des poursuites contre leur débiteur. »

Or, il le demande, Messieurs, atteindrons nous cet autre but si désirable, de l'aveu de l'exposé des motifs, de convoquer au rendez-vous de l'offre et de la demande des capitaux, alors que ce rendez-vous, établi comme il est appelé à l'être par le projet de loi, devrait, d'après sa manière de voir, au lieu d'être une charge pour l'État, lui fournir des sources nouvelles et des plus importantes, devrait constituer à lui seul comme il l'espère le prouver plus loin, un moyen d'élever le crédit de l'État au plus haut degré possible, au degré où l'ont porté les puissances les mieux consolidées. Du reste, dit-il, aurons nous obtenu, par le projet de loi, l'avantage pour la propriété foncière, du remboursement graduel et insensiblement réparti sur un grand nombre d'années, quand l'annuité à payer pourra constituer une charge destructive de l'immeuble donné en gage, une charge que la propriété ne saurait jamais supporter ?

Cependant, messieurs, et la majorité de votre commission le confirme par les amendements qu'elle propose, le remboursement par annuités insensiblement réparties sur un certain nombre d'années, et solidement établi serait une faveur immense pour la propriété et renchérirait encore sur les avantages si précieux déjà pour le prêteur de la lettre de change, qui, quoiqu'elle offre un gage moins solide que l'immeuble, n'en est pas moins recherché par le capitaliste au taux minime de 3, 2 1/2 et parfois de 2 p. c.

Il n'est d'ailleurs contesté par personne que la lettre de gage à remboursement réparti sur 20, 30 ou 40 années, suivant les convenances du prêteur, renchérirait sur les mérites incalculables du billet à ordre remboursable à échéance fixe et rapprochée, parce que le premier de ces titres ne serait pas moins négociable, ni capital mobile que la lettre de change, dont le remboursement, trop irrémisiblement établi, est souvent une cause de ruine pour le débiteur.

Ce membre de votre commission le répète, il est parfaitement d'accord avec les plus chauds défenseurs du projet de loi, quant à l'utilité de l'insti-

tution du crédit foncier, mais il ne l'est pas entièrement sur les moyens d'aboutir. Il lui semble au contraire que le système, tel qu'il nous est présenté, consacre des idées tout-à-fait incompatibles avec un bon système financier, des idées si peu admissibles, si complètement anti-financières que si elles étaient mises en pratique, elles tendraient à inspirer la méfiance, là où la plus entière sécurité est indispensable. A l'appui de cette assertion il invoque l'autorité de l'honorable M. Frère-Orban. Voici ce qu'il cite de l'exposé des motifs du projet de loi, parlant de l'institution du crédit foncier en Galicie, institution qu'il présente comme modèle : « C'est, dit-il, une association libre de propriétaires, sous la garantie des États de Galicie. »

« Notez, messieurs, qu'en Galicie ce sont des particuliers qui gèrent et les États ne sont pas moins constitués garants de leurs gestion, tandis que dans le projet de loi on trouve au contraire que c'est l'État qui est seul chargé de la gestion de l'institution, n'acceptant aucune garantie. La preuve que cette garantie se trouve toute entière dans le système qu'on représente comme fonctionnant le mieux de tous et comme étant un objet d'admiration dans son genre, c'est que le même exposé nous dit : (page 51) « au cas où l'association ne remplirait pas avec toute l'exactitude désirable ses engagements envers un porteur de lettres de gage, celui-ci peut demander au tribunal de Lemberg, de poursuivre soit l'association, soit la saisie de l'un des biens engagés à l'association ; il peut demander aussi à être payé sur les biens des États. »

Avec une garantie pareille il ne faut plus s'étonner que le crédit foncier tel qu'il fonctionne en Galicie ait pu attirer les éloges des écrivains qui ont étudié ces divers systèmes financiers, ainsi que ceux de l'honorable M. Frère-Orban.

Messieurs, c'est par suite de ces diverses considérations qu'un membre de votre Commission a soumis un amendement dans le sens de l'admission non-équivoque, de l'aveu complet, de la responsabilité de l'État, amendement qui entraîne quelques autres modifications moins importantes, parce qu'il nécessite un changement plus ou moins essentiel au mécanisme du projet de loi. Voici comment il a formulé ses propositions :

Art. 1^{er} du projet ; au lieu de dire : « il est institué un établissement... » on dirait : « il est institué, sous la gestion et la garantie de l'État, un établissement de crédit, ayant pour objet de faciliter les emprunts sur hypothèque et la libération des débiteurs.

« Son siège est à Bruxelles, il aura des succursales ou des directions dans toutes les provinces qui en feront la demande.

« Il porte le nom de Caisse de crédit foncier. »

L'art. 2 est maintenu.

L'art. 3 serait rédigé en ces termes : « La caisse délivrera le capital emprunté » en deux catégories de lettres de gage et de la manière suivante : La première » catégorie de 90 p. c. en obligations ou lettres de gages portant un intérêt de » 4 p. c. par an, payable par semestre et au porteur. »

« La deuxième catégorie de 10 p. c. en obligations ou billets remboursables » par la caisse à présentation à bureau ouvert ou à vue, ayant cours légal vis- » à-vis du tiers, sans intérêt au porteur.

» Cette dernière catégorie ne sera pas moins susceptible d'un intérêt de 4 p. c. » à fournir par l'emprunteur et n'en sera pas moins remboursable par annuité, » conformément à l'art. 4 suivant.

» L'intérêt de 4 p. c., de la première de ces catégories, sera réductible d'un
» seizième p. c., dans les cas suivants : chaque fois que le cours de ces titres se
» sera maintenu, au pair ou au-dessus, durant un mois, après que la caisse
» aura fait en vain un appel aux détenteurs des lettres de gage, à l'effet d'en
» recevoir le remboursement au pair, au fur et à mesure que les capitaux dis-
» ponibles le permettent et dans l'ordre des inscriptions des demandes de rem-
» boursement.

» Le montant des réductions d'un ou plusieurs seizièmes p. c. ci-dessus men-
» tionnés restera acquis au fond de réserve jusqu'à ce qu'il se soit accumulé à
» un quart p. c. Alors, et à commencer du premier jour du semestre suivant,
» les annuités dont il est parlé à l'art. 4 et dont le payement n'est pas en retard
» jouiront de la réduction d'un huitième p. c. d'intérêt par an. L'autre huitième
» sera employé à l'amortissement du capital. »

« Afin de pourvoir à la demande éventuelle du remboursement du dixième
des lettres de gage sans intérêt au porteur, le conseil d'administration peut,
avec l'autorisation du Gouvernement, émettre des bons du trésor dans les
proportions présumables des demandes en remboursement ou proposer tout
autre mode de s'ouvrir un crédit qu'il jugera convenable, si contre toute
attente (1), ce papier rencontre la moindre méfiance.

ART. 4. Tout emprunteur s'oblige envers la caisse à payer annuellement, en
deux termes égaux, 5 p. c. du capital nominal. L'excédant de cette annuité sur
l'intérêt, reçoit la destination suivante :

Un pour cent est retenu, la première année, de la deuxième catégorie des
lettres de gage, pour former le fonds de réserve. Les années suivantes, il est
destiné à l'amortissement des 99 p. c. restant du capital.

ART. 5. Substituer aux mots : *quarante-deux*, ceux de : *quarante années*.

ART. 6. Le fonds de réserve est formé provisoirement :

1° De un pour cent, retenu du capital, réduit à 99 p. c.

2° De la retenue des intérêts ou du bénéfice, sur les lettres de gage à cours
légal, soit 4 p. c. sur 1/10^e du capital émis.

3° De la retenue, s'il y a lieu, des réductions des 16^{es} mentionnés à l'art. 5 ;

4° Du bénéfice du rachat au-dessous du pair, suivant le mode déterminé
par l'art. 7 ;

5° Des intérêts, dus par suite des retards éventuels dans les payements des
annuités conformément à l'art. 5 ;

6° Du bénéfice de la perte ou de la destruction des lettres de gage au por-
teur surtout ;

7° De la fraction de la quarantième annuité dépassant le capital amorti.

Les pertes résultant des opérations de la caisse, de même que les frais
d'établissement et d'administration seront supportés par le fonds de ré-
serve et le boni définitif, au dessous de 2 p. c. du capital émis sera employé,
au commencement de chaque semestre, à l'amortissement de la dette de
l'État.

ART. 7. La caisse rachetera des lettres de gage au cours du jour, jusqu'à con-

(1) Parce qu'il est probable que ce papier-monnaie étant considéré comme moins susceptible de
perte que les espèces d'or et d'argent et offrant la double garantie de l'immeuble, avec celle de l'État,
le cas de demande en remboursement ne se présentera que rarement.

currence des fonds disponibles. Le moyen de tous ces bénéfices réunis pouvant s'élever à un chiffre très-élevé, ajouté au moyen de l'abondance des capitaux contribuerait d'autant plus efficacement à la réduction de la dette de l'État.

Les lettres de gage de la première catégorie cesseront de porter intérêt à commencer de la quarantième année de la date de leur inscription, date qui sera mentionnée, ainsi que la présente disposition d'une manière évidente dans le corps de la lettre de gage. A cette époque, ou six mois après, elles seront remboursées en numéraire, ou si la caisse le juge convenable, échangées contre des lettres de gage de la même catégorie, mais à échéances plus reculées.

Les lettres de gage de la 2^e catégorie ne seront reçues à la caisse foncière que jusqu'à la 41^me année de leur émission.

ART. 8. Supprimer le dernier paragraphe.

Les articles 9 et 10 sont maintenus ainsi que l'article 11 amendé par le Gouvernement.

Ajouter après le 4^e § : « Dans tous les cas, le choix des experts appartient, » conjointement, à la caisse et au propriétaire. En cas de partage d'opinion » entre les deux experts, dont l'un au moins, celui nommé par le propriétaire, » sera un notaire, la caisse nommera un troisième expert parmi les notaires » de l'arrondissement de la situation des immeubles qui présentent le plus de » valeur. »

L'expert, nommé par la caisse, se constituera solidairement responsable, pendant cinq ans, avec le premier notaire nommé par l'emprunteur, du 20^me ou 5 p. c., de la perte éventuelle qu'une estimation exagérée pourra occasionner.

A cet effet, il sera payé par le propriétaire à l'un ou plusieurs des experts responsables, une fois et en tout, 1 p. c. du capital nominal.

Les art. 13 et 14 amendés sont maintenus.

Après les mots : *qui a reçu l'acte*, introduire ceux-ci : *Il lui sera alloué du chef de l'article précédent, 1/2 p. c. lorsque le capital nominal ne dépassera pas 2,500 fr.*

1/4 p. c., s'il s'élève de 2,501 à 7,000.

1/8 » » de 7,001 à 15,000.

1/16, pour toute somme au-dessus de 15,000.

Les art. 17 à 43 sont maintenus.

Voilà, messieurs, les modifications qui, aux yeux de l'auteur de ces amendements, constitueraient les moyens les plus propres, non-seulement à créer le crédit foncier ou agricole, pour mieux dire, mais ce qui ne lui paraît pas moins important à élever les ressources du trésor, en même temps que le crédit public et privé au niveau de ceux des puissances financières les plus avancées sans en excepter l'Angleterre.

C'est dans le même but que ce membre de votre Commission a soumis au Sénat, dans sa séance du 28 août 1848, les mêmes principes qui, aussi, avaient pour effet de substituer la responsabilité *avouée* à la responsabilité *non avouée* de l'État, responsabilité dont l'absence, si elle pouvait être admise, serait, dès le début des opérations de la caisse, le stigmate de méfiance attachée aux lettres de gage, par la raison bien simple que là où il s'agit d'opéra-

tions de la durée de près d'un demi-siècle et d'un chiffre qui pourra prendre des proportions équivalentes à la somme immense de la totalité de la dette hypothécaire, le capitaliste exige ou aime d'avoir à faire à un être qui ne cesse d'exister. Cette responsabilité serait d'autant moins à craindre qu'elle serait supportée, et par cela même d'autant mieux garantie, quoique pour un chiffre proportionnellement léger, par les experts des immeubles.

Nous laisserons parler un instant de plus ce membre de votre commission : « Ne perdons pas de vue, dit-il, qu'un levier de crédit de la force de celui qui peut faire mouvoir, dans un avenir peu éloigné, plusieurs centaines de millions, s'il pouvait devenir assez défectueux pour ne pouvoir fonctionner régulièrement ou pour devoir s'arrêter, ne se fera jamais réparer ni remettre en mouvement, que par le seul ouvrier habile et intéressé à s'y prêter, que par l'État avec sa garantie et son intervention.

« Encore une fois, comment l'État échapperait-il à cette intervention, à cette responsabilité, si la force des choses l'a constitué responsable de deux établissements financiers qu'il ne contrôlait ni ne dirigeait pas, uniquement parce qu'ils pesaient trop lourdement sur le crédit publics et privé, ainsi que sur le capital de circulation.

« Ce système remplacerait, par un taux maximum de 4 p. c. d'intérêt et 1 p. c. d'amortissement, avec la perspective heureuse d'une réduction graduelle, basée sur la dépréciation progressive du taux d'intérêt des autres valeurs solides, le taux d'intérêt minimum du projet primitif de 4 1/4 à 4 1/2 p. c. et 1 p. c. d'amortissement, accompagné du danger de s'accroître graduellement à un chiffre écrasant, surtout pour celui qui se permettrait de tenter la moindre entreprise de longue haleine, telle qu'améliorations agricoles, constructions navales, armements maritimes ou constructions de toute espèce. D'ailleurs, Messieurs, ne serait-ce pas un marché de dupe pour l'emprunteur, de s'engager dans un avenir de quarante années, au paiement d'un taux d'intérêt, alors que le taux d'intérêt de toutes autres valeurs, beaucoup moins solides, fait envisager une dépréciation dont il serait présomptueux de fixer la limite. Et comment y pourvoir autrement que par une diminution en harmonie avec la marche naturelle des autres valeurs.

« Le projet modifié établit des clauses non moins favorables aux capitalistes, au lieu de celles qui, dans le projet de loi, lui font craindre à son tour une responsabilité solidaire d'une étendue indéterminée.

« Il crée un capital de circulation de papier-monnaie égal au dixième du chiffre de l'émission des lettres de gage. Ce capital de circulation à cours légal vis-à-vis du tiers se trouverait introduit ainsi peu à peu et dans des circonstances normales, comme l'acceptait M. Thiers, dans la discussion de l'assemblée législative française sur cette matière, et seulement pour un chiffre que le public supporterait volontiers. Il viendrait renforcer un capital de circulation de simples billets de banques sans garantie suffisante dans des moments du moindre symptôme de crise financière et que la force des choses ferait décréter à cours forcé.

« Or, Messieurs, le cours, forcé a cela de regrettable et d'inquiétant, qu'il exempte le débiteur de l'obligation du remboursement à présentation, et qu'ainsi il ne fait qu'accroître la panique ou la méfiance générale, tandis que

le cours *légal* ne fait que ralentir plus ou moins les remboursements réclamés avec trop de précipitation et qu'il a cela d'avantageux, outre qu'il inspirerait d'autant moins d'inquiétude que sa garantie reste intarissable, qu'il offrirait toujours la facilité de l'offre de payement légal en papier au lieu et place d'espèces métalliques dont le mouvement n'est souvent pas sans danger et qui en même temps sont toujours gênantes dans les transactions de quelque importance. Or, le cours forcé, disons-nous, surtout alors que le public n'y est point préparé par l'habitude d'une circulation qui par elle-même offre une garantie incontestable, donne naturellement l'éveil aux inquiétudes les plus graves sur la situation tout entière des finances de l'Etat.

« Ce sont les embarras du trésor, en pareille circonstance, qui ne manquent jamais d'aggraver le discrédit dans les fonds publics et d'entamer le crédit et la fortune de tous les établissements, qui nécessairement reposent leurs principales ressources financières sur l'emploi, en fonds publics, des capitaux qui leur sont confiés. Nous faisons allusion aux établissements tels que caisses d'épargnes, caisses de retraite, voire même la Banque nationale. En un mot, Messieurs, c'est d'après ce membre de votre Commission, la substitution de la certitude, la source la plus féconde du crédit, au doute, à l'inquiétude, qui est l'âme des paniques et des désastres financiers. C'est la substitution de la confiance à la méfiance publique, de l'élévation du crédit de l'Etat et du crédit de la propriété, aux emprunts forcés avec toutes leurs fâcheuses conséquences, témoins, les événements trop récents pour que nous ayons besoin de les rappeler.

« Nous nous permettons de le répéter, quel est le but que nous voulons tous, que tous nous devons tâcher d'atteindre? N'est-ce pas d'établir la confiance que mérite et que devrait inspirer la propriété sans charge? N'est-ce pas d'accorder à la propriété les moyens d'utiliser les garanties de crédit qu'elle renferme au plus haut degré, de les utiliser partout où cela peut favoriser les transactions et l'accroissement de la richesse nationale? Ne serait-ce pas, Messieurs, un avantage acquis à la propriété que de lui accorder le mérite du lingot d'or ou d'argent, en fait de garantie à fournir au besoin, sans pour cela restreindre, en quoi que ce soit, sa vertu productive, vertu que cependant la garantie du lingot métallique si recherchée en toute circonstance ne possède pas.

« Cette idée, Messieurs, que la propriété étant la garantie la plus complète, la plus solide, du moment où elle devient transmissible sans risque et sans frais et ce qui est plus important encore, sans la diviser; cette idée, de la constituer en objet de garantie transmissible à tel point que son titre ou une partie de son titre, offre les mêmes, sinon plus d'attraits que le sol, a été l'objet de l'attention de l'auteur des amendements dont il s'agit depuis plus d'un quart de siècle. C'est sur cette même idée, celle de faire rechercher ces titres de créances tout autant que les propriétés territoriales, que reposent les innovations qu'il croit devoir soumettre à vos délibérations et qui, à l'aide de la révision du régime hypothécaire, et des expropriations, que nous avons votés, paraissent le corollaire indispensable du véritable crédit agricole.

« Ne l'oublions pas, Messieurs, il faut autre chose que la révision du régime hypothécaire et du régime des expropriations, pour que la propriété

acquière le double avantage d'être une valeur productive et en même temps transmissible, sans plus d'inconvénients que n'en présente l'échange des espèces d'or ou d'argent. Il faut pour condition *sine qua non* que la dette contractée par la propriété ne s'élève pas au-dessus du niveau de ses ressources naturelles. En d'autres termes, il ne faut pas que la loi sur le crédit foncier lui impose des charges qu'il ne lui est pas possible d'acquitter et qui, par conséquent lui attirent la méfiance. Il faut que la dette contractée par la propriété ne la ruine pas, comme le ferait le projet de loi tel qu'il est soumis, et comme le fera, s'il pouvait parvenir à s'établir, le crédit foncier admis en France.

« En dernière analyse, l'auteur des amendements croit devoir ajouter une comparaison entre la situation du crédit public ou des finances de l'État qui serait amenée par l'adoption du système qu'il propose et celle qui résulterait, soit du projet de loi, soit des amendements.

« Ces derniers systèmes abandonnent l'État à tous les désastres que les crises financières produisent naturellement par la trop brusque demande du remboursement des billets de banque sans autre garantie de remboursement immédiat que celle d'une société anonyme dont les capitaux se composent de valeurs ordinairement irréalisables, parce que dans ces moments les capitaux de circulation accrédités au-dessus de tout doute font défaut.

« En l'absence de tout capital de circulation de papier-monnaie à cours légal, non moins, mais plus lentement remboursable que les billets de banque, s'il survient une crise, la première impression du public, c'est celle des embarras où le gouvernement se trouve; alors tout le monde, saisi de la panique, demande à être remboursé en espèces métalliques, et n'étant plus habitué au cours forcé qui en est la conséquence naturelle, il s'en suit que l'intensité de la crise augmente à mesure que les rentes dues par l'État restent sous le coup de la méfiance générale, qui par ricochet redouble de nouveau à mesure que les embarras du trésor et ceux du public se multiplient.

« Qui de nous, Messieurs, ne frémit pas à l'idée des embarras, où le trésor se trouverait engagé en présence d'un capital de circulation de papier-monnaie remboursable à vue, de près de cent millions; en présence des embarras financiers d'une infinité de nouvelles institutions récemment et successivement créées : Telles que la Banque nationale, la caisse de retraite, les caisses d'épargnes, institutions qui, toutes, reposent principalement sur l'emploi en fonds publics des capitaux qu'elles ont à faire fructifier. Quel désastre général n'y aurait-il pas à craindre, d'abord dans le cas, où tout le monde se trouverait possesseur, ou d'un titre remboursable à vue, mais qui est devenu subitement non-remboursable ou décrété à cours forcé alors qu'on n'est plus habitué à ces sortes de titres et au moment où les capitaux métalliques resteraient plus que jamais renfermés dans les coffres-forts, ensuite dans le cas où généralement, on s'inquiète de plus en plus sur le point de savoir comment l'État pourra faire face aux événements, alors que les capitaux de circulation qui, au contraire, méritent une confiance sans bornes, telles que ceux de lettres de gages à cours légal feraient défaut ?

« Avec le système que je préconise, continue l'auteur des amendements, le trésor n'inspirerait aucune crainte sur la fidèle exécution de tous ses engagements, alors même que les embarras de la caisse foncière exigeraient le

cours forcé de la dixième partie des lettres de gage, ce papier-monnaie ne restant pas moins de même que les autres neuf-dixièmes remboursables par annuité et sous la double garantie de la propriété foncière et de celle de l'État, cette monnaie offre la même garantie, sinon plus que l'or ou l'argent.

« Avec ce système, dit-il, on se trouverait en présence d'un capital de circulation de papier-monnaie auquel le public est habitué, qui mérite toute sa confiance parce qu'il en connaît l'origine et l'étendue. Alors au lieu de devoir s'imposer de nouveaux et durs sacrifices, comme c'est toujours le cas dans les moments de paniques financières, l'État continuerait à trouver des ressources directes de plusieurs millions de la manière déjà indiquée.

L'auteur des amendements vous soumet une dernière remarque sur la situation générale du trésor, situation qui ne se présente ni dans le système primitif, ni dans le projet de loi tel qu'il est amendé par le gouvernement. Au moment où l'abondance des capitaux, où la facilité du crédit aura permis aux classes ouvrières l'emploi de tous les bras, l'état prospère de la société toute entière ne saurait manquer d'amener naturellement un accroissement à l'infini dans les recettes de tous les impôts, et la conséquence naturelle de cette situation serait la prospérité des finances en même temps que la prospérité générale.

Voilà où se terminent les observations de l'auteur des amendements.

En conséquence, Messieurs, de cette divergence d'opinion, non-seulement au sein de la commission, mais avec les deux autres branches du pouvoir législatif, votre Commission crut que le plus prudent était de charger son rapporteur du soin de soumettre les deux systèmes de la Commission à l'examen de M. le Ministre des Finances.

Voici, Messieurs, la lettre que l'honorable M. Liedts a adressée en réponse à la démarche du rapporteur de votre Commission :

« Entre les deux modes d'organiser le crédit foncier que vous me faites l'honneur de me soumettre, je n'hésite pas à donner la préférence au système qui rallie la majorité de la commission des finances du Sénat.

« Le système de la minorité rend l'État directement responsable et n'aurait aucune chance d'être accepté par l'autre Chambre.

« Veuillez agréer, etc.

« (Signé) LIEDTS.

« 20 décembre 1852. »

Voilà, Messieurs, une nouvelle phase sous laquelle apparaissent les divers projets de crédit foncier et qui explique assez clairement que ce n'est ni à votre Commission, ni à son rapporteur que le retard que cette question a éprouvé saurait être attribué.

Vous vous rappellerez, Messieurs, que M. le Ministre des finances est venu lui-même revendiquer, pour ainsi dire, l'honneur d'avoir été la cause de ce retard, par le motif très-louable que, de son côté, il a cru prudent de voir à l'œuvre deux systèmes opposés de crédit foncier chez deux de nos plus proches voisins. Le premier, en France, concédé à une société particulière, l'autre, dans le duché du Luxembourg (hollandais), sous la *gestion et la garantie de l'État, avec émission de lettre de gage à cours conventionnel et des billets de banque émis par la Caisse foncière payables au porteur, au cours légal, sans intérêt.*

Ce n'est, Messieurs, que depuis quelques jours que votre Commission s'est trouvée saisie des amendements de M. le Ministre des finances ; elle n'a pas tardé de s'en occuper activement.

Votre Commission ne se trouvant pas assez éclairée sur le sens de l'article 1^{er} bis, elle a prié M. le Ministre des finances d'assister à sa séance. Il résulte des explications fournies par ce haut fonctionnaire, que le projet modifié institue une association d'emprunteurs sans capital, et que les valeurs avancées seront payées en lettres de gages et non en écus ; qu'il en résultera pour le Gouvernement la nécessité d'avancer les fonds nécessaires à l'administration pendant les premières années. Ce système n'a pu réunir plus que le premier l'assentiment de la Commission, pour les motifs que voici :

L'association ne se composant que des emprunteurs, n'offre la représentation que d'un seul intérêt.

Elle n'a point de caisse : par conséquent elle ne donne pas aux porteurs de lettres de gage une garantie suffisante pour le paiement des intérêts à jour fixe au cas où l'emprunteur, en défaut de satisfaire à ses engagements, devrait être exproprié. Elle n'a rien qui puisse parer aux pertes éventuelles.

Ce système offre d'ailleurs cet inconvénient que l'emprunteur reçoit, au lieu des écus, dont il a besoin, des effets négociables. Votre Commission pense que nulle n'osera s'exposer la première dans une voie inconnue et que, l'institution fût-elle en état de fonctionner, une pareille stipulation en écartera toujours la plupart des personnes qui, étrangères au commerce des effets publics, ont besoin d'employer des intermédiaires. Elle estime qu'une institution de crédit foncier doit solder l'emprunteur en argent et placer elle-même les lettres de gage.

Le huitième pour cent stipulé pour les frais d'administration ne pourra les couvrir que lorsque le succès de l'institution aura élevé cette rétribution à une somme assez importante. Jusques-là, il faut que le Trésor avance les frais à titre de prêts. D'après le calcul du Ministre, il en résultera une dépense annuelle d'environ 40,000 fr. Il faudra de plus que le même Trésor prête les fonds nécessaires en cas de pertes subies par l'association. Le recouvrement de ces avances dépend du succès de l'institution dont le sort nous paraît très-problématique.

Par ces motifs, votre Commission a rejeté l'art. 1^{er} bis, à la majorité de quatre voix contre deux et une abstention. Cette résolution, combinée avec celle qui concerne l'art. 1^{er} du projet primitif, entraîne le rejet du projet dans son ensemble.

Dans le cas où l'avis négatif, que la commission a émis, n'obtiendrait pas l'assentiment du Sénat et où le Sénat croirait devoir se rallier au projet amendé par M. le Ministre des Finances, la commission a l'honneur de vous proposer subsidiairement les amendements suivants :

Les art. 1 et 1 bis, amendés, devraient être réunis.

Adopté par quatre voix contre une.

Art. 2 du projet.

Pas d'observations.

Art. 3 du projet.

Un membre déclare maintenir son amendement présenté antérieurement et qui a pour objet la création de deux catégories de lettres de gage, l'une de

90 p. c. à cours conventionnel, l'autre 10 p. c. à cours légal, sans intérêt au porteur, quoique susceptible d'intérêt à payer à la caisse et non moins garantie par l'hypothèque.

Cette proposition est rejetée par cinq voix contre une.

Un autre membre propose de dire au 5^e §, 4 p. c. *au plus*.

Adopté à l'unanimité et d'accord avec M. le Ministre des Finances.

Art. amendé.

A réunir au 4^e § de l'art. 3.

Adopté par cinq voix contre une.

Art. 4, § 1^{er}. Dire : *association*, au lieu de : *caisse*; et au lieu des mots : 5 1/4 p. c. *du capital nominal*, dire : 1 1/4 p. c. *en sus de l'intérêt stipulé*.

6^e §. Au lieu de 5 1/2 p. c., il faudrait dire : 1 1/2 p. c. *en sus de l'intérêt*.

Dernier paragraphe. La commission, à la majorité de trois voix contre deux, étend l'exclusion aux fabriques et usines; un membre se réserve son vote.

L'amendement présenté par le gouvernement est adopté à l'unanimité.

Art. 11. Amendé par le gouvernement.

Adopté par 4 voix.

Un membre réserve son vote.

Art. 14. Supprimé, d'accord avec le Ministre.

Art. 15 du projet. Après le mot : *d'office*, ajoutez : *Le même jour*.

Art. 16. La Commission doute que le délai de vingt-quatre heures soit suffisant.

Art. 25. Supprimé, d'accord avec le Ministre, par quatre voix contre une.

Art. 34. Supprimé, d'accord avec le Ministre, par quatre voix contre une qui réserve son vote.

Art. 35. Amendé par le Gouvernement.

Adopté par quatre voix contre une.

Art. 35 bis, amendé, adopté.

Art. 37, amendement du Gouvernement, adopté par quatre voix contre une.

Art. 38 2^e, amendé par le Gouvernement, adopté par la même majorité.

Art. 38 3^e, id. id.

Art. 38 4^e, id. id.

Art. 38 5^e, id. id.

Art. 39 bis, amendé par le Gouvernement, adopté à l'unanimité.

Art. 42 du projet, rejeté à l'unanimité.

Art. 43, 2^e §, amendement du Gouvernement, adopté.

Dispositions transitoires, adoptées.

Le Président,

BARON H. DELLAFAILLE.

Le Rapporteur,

J.-V. CASSIERS.